

Monsieur le Président Obama
2012.

Le premier février

The White House
1600 Pennsylvania Avenue N.W.
Washington DC 20500

Monsieur le Président,

Nous sommes déjà en février 2012, et les cinq patriotes cubains Gerardo Hernández, Antonio Guerrero, Fernando González, Ramón Labañino, et René González ne sont toujours pas libérés. On ne peut pas dire de René González qu'il soit libre, il n'est pas autorisé par votre justice à rentrer dans son pays, avec tous les dangers que cela comporte pour lui.

Dans ma précédente lettre je vous écrivais que nous étions nombreux à espérer un acte de réciprocité humanitaire qui permettrait à Alan Gross de rejoindre sa famille aux Etats-Unis, et aux cinq Cubains de rentrer chez eux à Cuba.

J'ai été choquée de lire dans l'éditorial du « Washington Post » du 31 décembre 2011 :

« ...Le gouvernement Castro voit M. Gross comme une carte maîtresse dans sa campagne pour obtenir le retour des États-Unis de cinq espions cubains. Cette façon de voir a malheureusement reçu l'aval de célébrités d'Hollywood, de Lauréats de prix Nobel et même, en quelque sorte, de l'ancien président Jimmy Carter, qui a appelé à la libération des espions lors de sa visite à La Havane en mars (en disant que leur cas devrait être "différencié" de celui de M. Gross).

Il n'y a aucune équivalence, morale ou autre, entre l'espionnage illégal des Cubains et la conduite de M. Gross. Les cinq Cubains ont été condamnés à de longues peines de prison en 2001 puisque, entre autres, ils opéraient comme des agents étrangers non déclarés et infiltraient des installations militaires US de la Floride du Sud. Ce sont des officiers reconnus comme faisant partie du service de l'Intelligence cubaine, à la différence de M. Gross, simple humanitaire qui s'est trouvé mêlé à des différents américano-cubains au sujet des efforts américains pour promouvoir la société civile dans l'île... »

Quel manque d'éthique, de la part d'un journaliste de qualifier les cinq Cubains d'*espions*, quand la charge d'*espionnage* n'a pas été retenue contre eux, et d'écrire que « *malheureusement* » des célébrités voient d'un bon œil un possible échange d'Alan Gross contre les Cinq. Un vrai journaliste se doit de connaître son sujet et de le traiter avec impartialité.

Il n'y a effectivement « *aucune équivalence, morale ou autre* » entre Alan Gross et les cinq Cubains. Je me garderais bien de porter le moindre jugement sur Alan Gross. Qu'il se soit fait piéger croyant faire de l'humanitaire auprès de la communauté juive de Cuba, sans connaître les tenants et les aboutissants de l'USAID, est peut-être vrai. Par contre l'USAID nous connaissons, nous savons qu'elle finance un programme dont le but est le changement de régime à Cuba. (cf article joint). Alan Gross a été arrêté avec tout un arsenal de téléphones satellitaires. Cuba, victime depuis plus de 50 ans du terrorisme, interdit l'entrée sur son territoire de tels téléphones qui peuvent être utilisés pour l'organisation d'attentats. La communauté juive de Cuba a d'ailleurs précisé n'avoir aucun contact avec cet homme, ni besoin de son matériel.

Les cinq Cubains, eux, n'ont jamais cherché à nuire au gouvernement des Etats-Unis, mais seulement à protéger leur pays en infiltrant les groupes terroristes de Floride, pour déjouer leurs

plans morbides. Le ministère public nord-américain l'a d'ailleurs reconnu d'entrée : « *la lutte contre le terrorisme est la motivation des accusés et les motivations ne doivent pas être révélées au jury* » (documents officiels, Motion in Limite du ministère public, 2000).

C'est vrai que pour cette mission délicate et dangereuse, les Cinq n'étaient pas déclarés, et trois d'entre eux opéraient sous une fausse identité. Ils n'avaient pas le choix, les autorités nord-américaines étant pour la plupart complices des terroristes. Si nous en doutions, cette complicité est manifeste aujourd'hui. Après leur arrestation, les Cinq ont été séquestrés, sans communication, dans des cellules d'isolement pendant 17 mois dans le el Centro de Détention de Miami. Un jugement impartial leur a été refusé, Miami est un espace de non droit, violent, où de surcroît, l'ambiance n'était pas à la sérénité avec l'histoire du « petit Elián González » qui surchauffait les esprits à ce moment là.

Comme si cela ne suffisait pas, les journalistes qui couvraient le jugement étaient payés par le gouvernement fédéral de Floride pour entretenir cet état de haine contre les Cubains, et influencer ainsi le jury.

Les avocats ont eu accès à très peu de documents pour défendre les Cinq, la plupart étant classés « secret ». Gerardo Hernández a été condamné à vie pour conspiration pour assassinat, alors que l'accusation elle-même a reconnu qu'il était impossible d'étayer cette accusation. La destruction en vol des deux petits avions de l'organisation *Hermanos al Rescate*, aurait pu être évitée si cette organisation avait cessé ses survols du territoire cubain et tenu compte des nombreuses mises en garde.

L'éditorial du Washington Post, entretient une ambiance délétère contre Cuba, et nuit à de meilleures relations entre vos deux pays. Ce n'est malheureusement pas un cas unique.

Une fois de plus, je vous demande, Monsieur le Président, d'agir pour rendre enfin à ces cinq patriotes Cubains la liberté dont ils sont privés depuis plus de treize ans.

Recevez, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments humanistes les plus sincères.

Roussie
(France)

Jacqueline
64360 Monein

Copies envoyées à: Mesdames Michelle Obama, Nancy Pelosi, Hillary Clinton, Kathryn Ruemmler, Janet Napolitano, à Messieurs. Harry Reid, Eric Holder, John F. Kerry, Pete Rouse, Donald, Rick Scott, et Charles Rivkin, ambassadeur des Etats-Unis en France.